

Le 8 novembre, Michael Wilson a fait part au Parlement et à la nation d'un important message du gouvernement. Dans son exposé économique, il a indiqué aux Canadiens quelle direction le gouvernement entend prendre pour s'acquitter de son mandat de changement - changement au niveau des politiques, des approches et du fonctionnement du gouvernement.

Les Canadiens sont conscients que leur pays a raté des occasions de favoriser la croissance et de créer des emplois. Vous et moi savons que notre position concurrentielle s'est affaiblie au fil des ans, et que les revenus ont à peine pris le pas sur l'inflation. Cette confiance en l'avenir que nous partagions tous au moment du centenaire semble aujourd'hui s'être dissipée.

Si nous devons nous remettre sur pied, si nous devons reprendre le contrôle de notre propre destinée et façonner le genre d'avenir que nous voulons en tant que Canadiens, alors il nous faut d'abord et avant tout faire face à nos problèmes économiques très réels.

L'exposé économique a montré aux Canadiens que le gouvernement est disposé à piloter un processus de renouveau économique. Nous commençons par mettre de l'ordre dans nos affaires. Mais il nous faudra les idées, l'appui et la détermination de Canadiens de tous les milieux si nous voulons réaliser notre objectif plus général de refaire du Canada une puissance économique mondiale.

Bon nombre des points que Michael Wilson a soulevés ont un lien direct avec mes secteurs d'intérêt particuliers: les affaires étrangères et le commerce extérieur. Ainsi, l'exposé a reconnu la nécessité d'encourager l'entreprise canadienne à chercher de nouveaux débouchés dans le monde, et mes collègues et moi-même avons la ferme intention d'injecter cet encouragement. M. Wilson a par ailleurs fait observer qu'il était maintenant temps de corriger certaines politiques et certains programmes du passé dont l'objectif a été mal perçu à l'étranger, des politiques et programmes qui donnaient à conclure que le Canada pratiquait l'introversión et n'accueillait pas favorablement l'investissement étranger, tout particulièrement dans le secteur de l'énergie. Nous nous appliquons à changer cette situation. En tant que gouvernement, nous sommes par ailleurs résolus à faire le nécessaire pour favoriser une innovation plus grande et une compétitivité internationale accrue.